



Le gouvernement Trump renvoie une caravane de migrants demandant l'asile à la frontière américano-mexicaine

Par [Eric London](#)

Mondialisation.ca, 01 mai 2018

wsws.org 1 mai 2018

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Dimanche, les autorités de l'immigration américaines ont renvoyé quelque 200 immigrants d'Amérique centrale qui demandaient l'asile politique à la frontière américano-mexicaine. Alors que les travailleurs et les jeunes fuyant la répression meurtrière dans des pays longtemps dominés par l'impérialisme américain scandaient: «Pourquoi nous tuent-ils, pourquoi nous punissent-ils pour vouloir une vie meilleure ? » les douaniers et les agents de la protection des frontières ont annoncé qu'ils n'avaient plus de places disponibles et n'examineraient pas les demandes. Ils ont déclaré que les demandes d'asile des réfugiés seraient examinées dans les prochains jours.

Les immigrants cherchaient à se déclarer à la frontière près de San Diego pour échapper à la guerre, à la violence et à la pauvreté dans leur pays d'origine. Un total de 400 immigrants, pour la plupart originaires du Honduras, du Guatemala et du Salvador, sont arrivés à la frontière vendredi après avoir participé à une marche d'une semaine à travers le Mexique dans le cadre de la caravane « les peuples sans frontières ».

La caravane se déroule chaque année pour protéger les demandeurs d'asile des agressions sexuelles, des enlèvements et de la violence généralisés auxquels sont confrontés les immigrés lorsqu'ils voyagent seuls ou en petits groupes. Le président Donald Trump a utilisé la caravane de cette année pour dépeindre les États-Unis comme étant envahis par les immigrants afin d'attiser les sentiments xénophobes et d'intensifier son agression contre les travailleurs immigrés.

Le 23 avril, Trump a tweeté: « J'ai donné l'ordre au secrétaire à la sécurité intérieure de ne pas laisser entrer ces grandes caravanes dans notre pays. C'est une honte. Nous sommes le seul pays du monde si naïf ! MUR. »

Le gouvernement a répondu à l'arrivée des demandeurs d'asile avec des menaces de poursuites et de détention illimitée. Le secrétaire du département de la Sécurité intérieure (DHS), Kirstjen Nielsen, a publié une déclaration: «Si vous entrez illégalement dans notre pays, vous avez enfreint la loi et serez renvoyé pour être poursuivi. »

Sa déclaration ensuite a menacé les demandeurs d'asile, leurs avocats et leurs défenseurs des associations caritatives de l'incarcération fédérale sous le prétexte que les immigrants pourraient mentir sur leurs demandes d'asile. « Si vous faites une fausse demande d'immigration, vous avez enfreint la loi et sera renvoyé devant la justice. Si vous aidez ou

accompagnez un individu à faire une fausse demande d'immigration, vous avez enfreint la loi et vous serez traduit en justice. »

Les agents de l'immigration ont également annoncé qu'ils sépareront les mères et les pères de leurs enfants, les envoyant potentiellement à des endroits à des centaines de kilomètres les uns des autres. Suite à une décision de la Cour suprême en mars dernier, les immigrés n'ont pas le droit d'être libérés sous caution. Les demandeurs d'asile peuvent donc être détenus pendant des années tandis que leur demande d'asile est traitée par les tribunaux.

Au cours des 30 dernières années, les représentants des partis démocrate et républicain ont voté massivement pour restreindre l'accès des immigrants à l'asile. La conséquence de ces efforts bipartites est que 90 pour cent des demandeurs mexicains se voient refuser l'asile. Le taux de rejet pour les Salvadoriens est de 83 pour cent, pour les Honduriens il est de 80 pour cent et pour les Guatémaltèques de 78 pour cent.

Au cours des 15 dernières années, le nombre de demandeurs d'asile originaires de ces pays a augmenté de 408 pour cent pour les Mexicains, de 150 pour cent pour les Honduriens, de 50 pour cent pour les Salvadoriens et de 20 pour cent pour les Guatémaltèques. Entre 25 pour cent et 40 pour cent des demandeurs d'asile originaires de ces pays n'ont pas de représentant légal pendant leurs procédures d'immigration. Il n'y a pas de sixième amendement assurant le droit à un conseiller juridique dans le système d'immigration américain.

L'afflux croissant d'immigrants désespérés d'Amérique centrale est le résultat de plus d'un siècle d'oppression impérialiste aux mains des États-Unis, qui a dévasté ces sociétés. L'Amérique latine est la région la plus inégalitaire du monde suite aux interventions militaires américaines répétées, aux meurtres de masse par des escadrons de la mort soutenus par la CIA et à la violence étatique des dictateurs installés pour réprimer la dissidence et protéger la capacité des entreprises américaines à exploiter la main-d'œuvre et les ressources de la région.

Les crimes des autorités de l'immigration s'étendent à l'intérieur du pays. Selon un reportage du *Los Angeles Times* la semaine dernière, la police des frontières et douaniers (ICE) a emprisonné plus de 1480 citoyens américains rien que depuis 2012. Le reportage du *Times* note que l'ICE a emprisonné un garçon de 10 ans de la région de la baie de San Francisco qui a été détenu au Texas pendant deux mois. L'article explique :

«Les victimes comprennent un paysagiste qui a été enlevé sur le parking d'un magasin de bricolage à Rialto et détenu pendant plusieurs jours malgré les tentatives de son fils de montrer aux agents le passeport américain de l'homme; un résident de New York enfermé plus de trois ans pendant qu'il s'opposait à une déportation après qu'un agent fédéral ait confondu son père avec quelqu'un qui n'était pas un citoyen américain; et une femme de ménage de Rhode Island deux fois prise pour cible à tort, ce qui lui a valu une nuit en prison la deuxième fois alors que son mari avait apporté son passeport américain à une audience du tribunal. »

L'essentiel de ces détentions a eu lieu sous le gouvernement Obama, qui a également expulsé 2,7 millions d'immigrants.

Le Parti démocrate a abandonné la question de l'immigration. En conséquence, il a mis en danger 1,8 million de personnes entrées aux États-Unis quand elles étaient enfants et qui

bénéficiaient d'une protection temporaire en vertu du programme d'action différée pour les arrivées d'enfants (DACA). Ces personnes risquent d'être déportés après l'annulation du programme par Trump en mars. Ce même mois, les démocrates ont appuyé un accord budgétaire qui a augmenté le financement de l'ICE de plus de 600 millions de dollars et a fourni à Trump des milliards pour militariser la zone frontalière.

Eric London

Article paru en anglais, WSWS, le 30 avril 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Eric London](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2018

Articles Par : [Eric London](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca